greffiers les clefs des greffes et archives et pouvoir, par l'apposition des scellés, à la conservation de tous ces dépôts. Les tribunaux inférieurs se virent moins solennellement dépossédés. Ils n'eurent qu'à céder la place aux nouveaux juges désignés par l'élection. Lyon n'avait pas de Parlement ; mais l'importance de ses juridictions civiles et criminelles les fit traiter comme des Cours souveraines. Le conseil général de la commune se rendit dans les divers greffes et aux *Grandes Archives* de la sénéchaussée et du Siège Présidial, il en fit fermer les portes et y apposa les scellés.

Cette mesure se rattachait à la pensée du décret du 4 septembre 1790 qui venait de fonder les Archives nationales de la France. Paris fournit, il est vrai, presque à lui seul tous les titres qui y furent versés. Cependant, il n'est pas de corps politique, administratif ou judiciaire de l'ancienne monarchie qui n'ait dû abandonner une partie de ses richesses historiques au profit de ce dépôt. Il devait d'ailleurs renfermer, aux termes de l'art. 1^{er} de la loi de sa fondation « tous les actes établissant la constitution du royaume, son droit public, ses lois et sa distribution en départements. » Ce qui ne fut pas réclamé au nom de l'Etat passa dans les mains des administrations départementales ou communales. Quelques-unes des nouvelles juridictions locales furent mises en possession des archives des tribunaux qu'elles venaient de remplacer. C'est ainsi que la Cour impériale de Lyon est devenue dépositaire d'un trésor de registres, titres et documents pleins d'intérêt pour l'histoire politique, judiciaire et administrative de notre cité.

Les érudits ont souvent cité dans leurs travaux les